

Université de l'Ontario français

Comité permanent des langues officielles
Chambre des Communes
4 décembre 2018

Normand Labrie, Ph.D., MSRC
Recteur par intérim
Université de l'Ontario français

Depuis plus de quarante ans des centaines de personnes voire des milliers travaillent d'arrache-pied pour que l'Ontario dispose d'une Université de langue française. Or, nous disposons désormais en Ontario d'une nouvelle institution qui s'appelle l'Université de l'Ontario français, une institution primordiale pour les communautés francophones, pour la société ontarienne toute entière et pour le pays. Cette institution a été créée par la *Loi de 2017 sur l'Université de l'Ontario français*. La Loi de 2017 confère à l'UOF une mission provinciale que nous entendons réaliser en tant qu'université multi-campus grâce à des affiliations avec des établissements opérant dans les différentes régions réparties sur le territoire de la province et qui offrent des programmes en français, ainsi que grâce à toute autre forme de partenariats avec celles-ci. Le premier campus est prévu à Toronto, mais l'Université de Hearst s'est montrée intéressée à s'affilier à l'UOF, de même que les universités Saint-Paul et de Sudbury qui envisagent soit une affiliation soit une association. Une étude de faisabilité a été élaborée dans ce sens.

Notre université sera un pôle d'attraction pour les francophones de la région du Centre Sud-Ouest de l'Ontario, qui souffrent d'un manque criant d'institutions d'enseignement supérieur en langue française, alors même que le système d'éducation primaire et secondaire de langue française y est en forte croissance, et qu'il se démarque par son excellence. Permettez-moi d'ajouter, et alors que les programmes

d'immersion française sont extrêmement populaires auprès des familles de toutes origines linguistiques.

La région du Centre-Sud-Ouest, qui compte déjà le tiers de la population canadienne, est celle qui connaît la plus forte croissance démographique grâce à l'immigration et grâce à la mobilité professionnelle inter- et intra-provinciale. Cette région regroupera bientôt la moitié de la population francophone de la province. La région est de surcroît un pôle majeur d'innovation et de développement économique sur le plan national et international. Vous saisissez déjà en quelques mots, j'en suis sûr, tout le potentiel que présente la création à Toronto de cette nouvelle université de langue française conçue non seulement en phase avec son époque, mais aussi en anticipant les besoins futurs des jeunes et des employeurs.

Au cours de la dernière année, nous avons déployé des efforts considérables afin d'établir les conditions pour l'ouverture de l'UOF en septembre 2020. Nous avons d'ailleurs rendu public le rapport de notre première année d'opération le 21 novembre dernier sur notre site web. Il reste certes beaucoup de travail à accomplir d'ici 2020, mais nous sommes confiants du succès de l'entreprise.

Selon nos prévisions, l'Université de l'Ontario français démarrera avec une cohorte de 300 étudiantes ou étudiants (équivalents temps plein) en 2020 pour atteindre environ 2000 étudiants dix ans plus tard. Ainsi, en 2030, l'UOF atteindra la taille de l'Université Bishop's, la plus petite des trois universités de langue anglaise au Québec, après McGill et Concordia, qui comptent au total plus de 60 000 étudiants (équivalents temps plein) inscrits dans des programmes de la langue anglaise, dont plus de 10 000 étudiants canadiens provenant des autres provinces et plus de 12 000 étudiants internationaux.

Alors que toutes les universités sont aux prises avec le défi de s'adapter aux nouvelles conditions du monde contemporain, telles que la mondialisation, les migrations de population, la diversité culturelle ou la transition numérique, l'UOF a le privilège de partir de zéro et de se distinguer des universités traditionnelles.

Créée au 21^e siècle, l'UOF n'a d'histoire que celle du projet politique mené pendant plus de quarante ans par les communautés francophones qui réclament leur propre institution, gouvernée par et pour les francophones. Elle n'a pas de traditions institutionnelles en propre, elle n'a pas de passif. Elle peut donc se développer comme institution d'avant-garde qui pourra servir de modèle pour les autres universités en Ontario, ainsi qu'ailleurs au pays et dans le monde. C'est une chance unique!

L'UOF propose une programmation à trois volets.

Le premier volet, le plus distinctif de l'UOF, compte quatre programmes d'études transdisciplinaires. Ces programmes ne se limitent pas aux disciplines traditionnelles, mais abordent des objets d'étude contemporains et complexes, des problèmes qui requièrent de multiples disciplines pour bien les comprendre, les analyser avec un esprit critique et imaginer des moyens d'intervention appropriés. Nos quatre premiers programmes d'étude porteront ainsi sur des enjeux auxquels fait face notre société et qui misent sur les forces de la région : la pluralité humaine, les environnements urbains, l'économie mondialisée et les cultures numériques.

Notre programmation comporte un second volet axé sur les programmes professionnels, par exemple en éducation, en service social, en droit ou en sciences de la santé. Ces programmes seront choisis avec soin afin de répondre aux besoins les plus pressants des communautés francophones. Le plus souvent accrédités par des ordres

professionnels, ils seront offerts en collaboration avec nos universités partenaires. Le premier de ces programmes sera un baccalauréat en éducation pour titulaires d'un premier baccalauréat, livré en mode alternatif à temps partiel pour les enseignants qui exercent au moyen d'une lettre de permission en attendant qu'ils reçoivent leurs qualifications, ceci afin de contribuer à résoudre la pénurie d'enseignantes et d'enseignants de langue française en Ontario.

Le troisième volet s'adresse aux étudiantes et étudiants inscrits dans les institutions de langue anglaise de la région et qui souhaitent rehausser leurs compétences langagières en suivant leurs cours au choix chez nous et ainsi perfectionner leur français et se sentir à l'aise pour exercer leur profession de façon bilingue. Ainsi, des étudiants qui se préparent pour exercer la profession de leur choix lorsque des programmes sont uniquement offerts en langue anglaise dans la région (comme la santé, l'orthophonie, l'histoire ou le génie), pourront rehausser leurs compétences linguistiques en français à un niveau professionnel.

L'UOF se distingue aussi par sa signature pédagogique. L'UOF a adopté une pédagogie inductive, qui consiste à observer directement la réalité avant d'en trouver une explication conceptuelle et théorique. Elle a adopté une pédagogie axée sur la collaboration entre le corps étudiant, le corps professoral et la société (institutions, organismes, secteur privé). Elle aussi opté pour une pédagogie qui s'appuie sur le numérique et offrira la plupart de ses activités d'apprentissage en co-modalité, c'est-à-dire en présentiel et en-ligne.

Elle a aussi adopté une pédagogie expérientielle par laquelle les étudiants sont amenés à se confronter avec les réalités du monde du travail et de l'engagement social dans tout leur cursus (aussi bien dans les activités d'apprentissage formel que lors de stages en milieu de travail). D'autre part, en s'associant au Carrefour francophone du

savoir et de l'innovation, qui regroupera dans ses installations permanentes une quinzaine d'institutions et d'organismes francophones de la région, qui seront intégrés dans sa mission académique, créant une synergie transformative tant pour l'université que pour ces organismes, nous voulons que l'UOF devienne un pôle de développement de la francophonie, de la société et de l'économie ontariennes. L'un de ces partenaires, le Centre francophone de Toronto, se propose de prendre en charge les services aux étudiants dans les champs de compétence qui sont les siens, en matière d'immigration pour les étudiants étrangers, de logement, de services de santé et de service sociaux, de conseil juridique, etc.

Pour concevoir cette université, nous nous sommes inspirés des études les plus solides de l'OCDE, du *Conference Board* du Canada, de la *Royal Bank of Canada*, entre autres, qui s'accordent toutes pour dire que la formation universitaire doit être transformée pour s'adapter au monde du 21^e siècle. Nous nous devons de préparer les futures générations pour une société et un monde du travail en profonde mutation.

Nous nous sommes aussi inspirés des meilleures universités nouvellement créées au monde : par exemple *Quest University* en Colombie Britannique, une université privée créée en 2007 mais dont les frais de scolarité s'élèvent à 35 000 \$. Nous voulons offrir une formation de qualité équivalente dans une institution publique accessible pour tous peu importe leur capacité financière. Nous nous sommes aussi inspirés de l'Université de Bozen/Bolzano, créée il y a vingt ans pour la minorité linguistique allemande du Nord de l'Italie qui se place déjà parmi les dix universités de petite taille les meilleures au monde. Nous nous sommes inspirés de l'Université Azim Premji en Inde, créée en 2012 grâce à la générosité du milliardaire Azim Premji qui a fait don de sa fortune pour créer une université modèle afin d'élever les standards de l'éducation dans son pays.

Nous sommes déterminés à ouvrir nos portes avec une première cohorte de 300 étudiants en 2020 tel que nous en avons été mandatés et tel que nous nous y sommes engagés envers les communautés francophones. Déjà, nous disposons de l'engagement de plusieurs institutions et organismes parmi les plus réputés au pays et au monde pour nous épauler dans cette entreprise. Le groupe Média TfO nous offre un appui essentiel en nous accueillant dans ses locaux et en nous fournissant des services en matière de ressources humaines, de communications et marketing et du numérique. Les universités Ryerson, de Toronto, d'Ottawa et Laurentienne, nous ont déjà permis gracieusement de nous inspirer de leurs politiques administratives et académiques pour développer nos propres politiques. Au Canada, l'Université Laval et l'Université de Montréal offrent de mettre à notre disposition certains de leurs services administratifs et de leur offre de cours dans nos créneaux, tout comme le Consortium Érudit fait de nous un partenaire stratégique dans le développement de sa plateforme nationale d'accès aux publications scientifiques en libre accès. En France, nous avons déjà bénéficié de l'expertise de collègues entre autres des Universités de Paris 3 et Paris 4 Sorbonne, et nous avons reçu l'assurance de la collaboration de Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, de la grande école de génie Centralesupélec, ainsi que de la Conférence des Présidents d'universités.

Mais pour que notre accueil d'étudiants dans nos programmes de premier cycle soit possible en 2020, il y a cinq conditions à remplir.

Premièrement, le 1^{er} octobre dernier, nous avons déposé les demandes d'approbation de nos quatre premiers programmes académiques au ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario. Nous attendons de la ministre qu'elle les transmette à la Commission (PEQAB) pour que nos programmes soient soumis à une évaluation par les pairs. *Time is of the essence*. Le processus d'évaluation dure normalement plusieurs mois. Si le processus d'évaluation ne débute

pas dès maintenant, l'accueil de nos premières cohortes d'étudiants pour 2020 est sérieusement compromis.

Deuxièmement, lors de la nomination de notre Conseil de gouvernance temporaire, deux conditions avaient été établies pour qu'il obtienne le statut de Conseil de gouvernance permanent. Selon le règlement ministériel original, les règlements administratifs de l'université devaient être adoptés par le Conseil. Cette condition a été remplie le 19 septembre dernier. Il fallait aussi que le Conseil inclue un membre du personnel de l'université, condition remplie dès le 1^{er} juillet avec ma nomination comme recteur par intérim. Le 18 juillet dernier, le gouvernement de l'Ontario établissait des conditions additionnelles en exigeant de l'université qu'elle développe une série de politiques administratives, tels un plan de rémunération des cadres, une politique sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée, une politique sur la violence sexuelle envers les étudiants, une politique sur la liberté d'expression, et deux politiques sur la responsabilisation du secteur public. Ces conditions sont en voie d'être remplies.

Troisièmement, nous avons négocié avec des conditions très avantageuses un bail de location avec l'entreprise de construction *Daniels* au centre-ville de Toronto, conformément aux paramètres définis pour la localisation de l'université à proximité des lignes de métro et de nos institutions universitaires partenaires, répondant aux exigences qui nous avaient été imposées par le Conseil du Trésor, et pouvant être livré en janvier 2020 en vue de son aménagement intérieur pour la rentrée de septembre 2020. Ceci dans un marché immobilier extrêmement compétitif. Le site Daniels est un projet privé axé sur l'éducation au niveau post-secondaire et deux autres institutions (George Brown College et OCAD University) y ont déjà retenu de l'espace. Ce site se situe dans le 'corridor de l'innovation' et est donc un site idéal pour une nouvelle université du 21^e siècle. Le bail a été conclu le 18 juillet dernier. Depuis, nous attendons l'autorisation

du ministère de la Formation et des Collèges et Universités de procéder à sa clôture. Bien que nous ayons perdu notre clause d'exclusivité en raison des retards encourus, il n'est pas trop tard pour sécuriser ce site qui est présentement disponible. La compagnie Daniels vient de renouveler son offre aux mêmes conditions jusqu'au 18 janvier prochain. Sans une approbation gouvernementale imminente, l'université pourrait ne pas être en mesure d'accueillir ses étudiants en 2020.

Quatrièmement, les fonds de démarrage de l'université ont été estimés à 84 millions de dollars par le Conseil de planification de l'université de langue française. Le conseil de planification a indiqué dans son rapport que la mise sur pied d'institutions éducatives en milieu minoritaire a généralement été appuyée par le gouvernement fédéral qui est en mesure d'apporter une contribution équivalente à 50 % des investissements. Selon les règles associées aux programmes sur les langues officielles, il revient aux autorités provinciales de présenter une demande au Gouvernement fédéral. À ce jour, aucune démarche officielle n'a été entreprise par la province à ce que nous sachions. Nous attendons du ministère de la Formation et des Collèges et Universités qu'il entame les démarches de négociation dans les meilleurs délais.

Cinquièmement, l'UOF a pu démarrer grâce à une pré-approbation par le Conseil du Trésor de ses premières années de fonds de démarrage s'élevant à 8 millions de dollars en 2018-2019, 12,5 millions de dollars en 2019-2020. Jusqu'à maintenant, seule la première tranche du financement pour l'année 2018-2019 a été versée à l'université, pour un total de 1.5 millions de dollars et le Gouvernement de l'Ontario a laissé entendre dans son énoncé budgétaire que ce financement serait suspendu. Nous attendons du Gouvernement de l'Ontario qu'il rétablisse les fonds de démarrage tels que prévus. Il en va de la capacité de l'université de remplir sa mission.

L'Université de l'Ontario français se réjouit que le Gouvernement de l'Ontario ait choisi de ne pas abroger la Loi de 2017 créant l'UOF dans son énoncé budgétaire de l'automne 2018, et nous sommes impatients de rencontrer la ministre de la Formation et des Collèges et Universités qui s'est montrée intéressée au dialogue. Nous prenons acte par ailleurs de la volonté du Gouvernement du Canada de considérer la possibilité de financer l'UOF dans le cadre du Plan d'action sur les langues officielles. L'UOF prend également acte de l'appui extraordinaire qui a été manifesté au cours des dernières semaines et des derniers jours à travers le pays afin de préserver cette institution universitaire qui a pour mission de donner accès aux jeunes de tout âge à une formation universitaire de rang mondial, en français, et de servir de modèle sur le plan national et international comme véritable université du 21^e siècle.